Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 23 mai 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant mesures d'exécution du statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles" a donné le 1er juillet 1958 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e mei 1958 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren der kaders van het openbaar onderwijs en van de eredienssten, van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen", heeft de 1e juli 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet principal l'exécution de l'article 4 de l'arrêté royal du 23 septembre 1957 portant le statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, aux termes duquel "le Ministre des Colonies détermine quels sont les diplômes ou certificats d'études dont doivent être porteurs les candidats au recrutement dans les cadres des écoles officielles et de l'inspection de l'enseignement".

Accessoirement le Ministre ajoute, pour les emplois auxquels on accède par promotion, certaines conditions à celles qui sont prévues par le statut des agents de l'administration d'Afrique, ainsi que l'article 130 de ce statut lui en donne le droit. Enfin, sur base des articles 57, 70 et 74 du même statut , le Ministre accorde à certains agents des bonifications d'ancienneté , des indemnités pour frais de représentation et des indemnités pour charges spéciales.

Ce projet soulève plusieurs observations.

\+

\+ \+

L'article 1er du projet est relatif aux diplômes et à la pratique dont doivent justifier les candidats à recruter dans le cadre des écoles officielles . Il ne détermine pas les diplômes requis pour le recrutement dans le cadre de l'inspection de l'enseignement. Le projet exécute donc de façon

incomplète l'article 4 de l'arrêté royal du 23 septembre 1957 puisque cet article vise à la fois le recrutement dans le cadre des écoles officielles et le recrutement dans le cadre de l'inspection de l'enseignement.

Il semble résulter du texte de l'article 5 du projet et du tableau IV annexé à ce projet, que l'intention du Gouvernement serait de conférer uniquement par promotion les emplois du cadre de l'inspection. S'il en est ainsi, l'article 4 de l'arrêté royal du 23 septembre 1957 devrait être modifié au préalable.

+

\+ +

L'article 2 et le tableau II auquel cet article renvoie, sont relatifs à l'équivalence entre les grades de la métropole et les grades de recrutement, dans le cadre des écoles officielles. Etant donné que le recrutement s'effectue sur la base des diplômes, il faut en déduire que cette équivalence est établie uniquement en vue de l'octroi des bonifications prévues par le tableau.

+

\+ +

.../...

Il résulte des renseignements recueillis qu'à l'article 2 l'expression "autres administrations ou services publics" vise les provinces et les communes. Il serait préférable de citer expressément celles-ci.

\+

\+ +

A l'article 3, § 1er, le texte néerlandais du secundo doit être revu car il ne correspond pas à la version française qui, suivant le fonctionnaire délégué, traduit exactement les intentions du Gouvernement.

\+

\+ +

Au § 2, il résulte des renseignements fournis par le fonctionnaire délégué que c'est par erreur qu'à l'alinéa 1er la référence au 5° du § 1er a été omise.

\+

\+ +

Il semble résulter du texte de l'article 5, alinéa 2, que les grades du cadre de l'inspection de l'enseignement sont conférés uniquement par voie de promotion.

.../...

Le Conseil d'Etat renvoie sur ce point à l'observation qu'il a formulée à propos de l'article 1er.

\+

\+ +

La portée de l'article 10 se conçoit difficilement en tant qu'il dispose que les articles 1er, 2 et 5 sortent leurs effets au 1er janvier 1956. En effet ces articles sont relatifs aux diplômes exigés et à d'autres conditions requises lors du recrutement ou de la promotion.

Si cette disposition avait pour objet de régulariser par un texte réglementaire des actes individuels entachés d'irrégularités, en l'occurrence des nominations faites en violation du statut des agents de l'administration d'Afrique à une époque où ce statut était encore applicable, elle excéderait les pouvoirs du Ministre. Il en serait de même si elle devait avoir pour effet de rendre irrégulières des nominations régulièrement faites sous l'empire de la réglementation en vigueur à l'époque où il y a été procédé.

Suivant les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement l'article 10 aurait exclusivement pour objet de permettre la nomination sous régime statutaire avec effet à la date de leur entrée au service de l'administration , d'agents engagés d'abord sous régime contractuel, sans toutefois qu'il soit permis de dépasser la date du 1er janvier 1956.

Si tel est bien le but poursuivi par le Gouvernement, l'article 10 ne suffit pas à lui permettre de l'atteindre. En l'absence d'une disposition du statut prévoyant les conditions du passage du régime contractuel au régime statutaire, ce sont les règles relatives au recrutement de nouveaux agents qui sont seules applicables et celles-ci ne permettent pas une nomination avec effet à une date antérieure à celle du recrutement de l'agent.

Seul un arrêté royal prévoyant sur ce point et dans les limites qu'il énoncerait, une dérogation au statut des agents de l'administration d'Afrique, pourrait constituer le fondement légal de telles nominations. Pour éviter toutes les critiques de légalité, c'est cet arrêté royal qui devrait donner effet rétroactif aux conditions énoncées par le Ministre dans la mesure où cet effet rétroactif est indispensable pour atteindre le but poursuivi par le Gouvernement.

\+

\+ \+

Au tableau I, à propos de certains diplômes, il est prévu par un renvoi en bas de page que le Ministre des Colonies peut, par arrêté motivé, remplacer ces conditions par la possession d'un autre diplôme universitaire portant sur un cycle de quatre années d'études supérieures au moins lorsque les nécessités du service l'exigent et que le diplôme détenu par les candidats est en rapport avec les fonctions à exercer. Il est également prévu que dispense de l'agrégation peut être accordée dans les mêmes conditions aux ingénieurs agronomes.

/

Il s'agit là d'une disposition normative qui devrait figurer dans le texte de l'arrêté et non dans un renvoi au bas d'un tableau annexé à cet arrêté.

Au surplus l'article 4 de l'arrêté royal du 23 décembre 1957 habilite le Ministre pour réglementer mais non pour dispenser de la réglementation. Si les nécessités du service exigent une modification des conditions de recrutement, ce sont les mentions du tableau qui doivent être modifiées.

\+

\+ \+

Pour les professeurs et maîtres d'apprentissage le tableau prévoit la nécessité de certains diplômes qu'il énonce de façon précise, mais la mention de ces diplômes est suivie des mots : "ou assimilés".

Suivant un renvoi au bas du tableau "L'assimilation est décidée dans chaque cas particulier par le Ministre des Colonies".

Ici également il s'agit d'une disposition normative qui devrait trouver sa place dans le texte de l'arrêté.

En outre, le Ministre ne peut procéder à une assimilation que lorsqu'il s'agit de diplômes qui, par leur nature, sont assimilables.

\+

\+ \+

Il serait préférable d'adopter pour le tableau I le titre suivant :

"Titres requis pour le recrutement des candidats aux emplois du cadre des écoles officielles".

\+

\+ +

Pour le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, la mention "entériné conformément aux dispositions des textes légaux sur la collation des grades académiques" peut être omise. Il suffit de dire : "diplôme légal d'agrégé ... ".

\+

\+ +

Il n'existe pas de diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences économiques, mais bien un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. Ce diplôme d'agrégé implique la possession du diplôme de licencié. Il suffit donc de dire : "diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales".

\+

\+ +

.../...

Pour la même raison, il suffit de dire : "diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour l'éducation physique".

+

+ +

En ce qui concerne l'ingénieur civil, il faut préciser : "diplôme légal d'ingénieur civil".

+

+ +

Sous la rubrique "professeur de musique", le mot "muni" gagnerait à être remplacé par le mot "porteur".

+

+ +

En ce qui concerne le professeur de l'enseignement technique, il serait plus clair de faire précéder la mention d'ingénieur technicien, d'ingénieur technicien agronome et d'architecte par le mot "soit". En outre, les mots "possession d'un" devraient être omis.

+

+ +

Pour le professeur et le maître d'apprentissage, les mots "possession d'un" devraient également être omis.

\+
\+ +

En ce qui concerne le maître d'apprentissage principal, chacune des branches de l'alternative prévue sous b) devrait, pour la clarté, être précédée du mot "soit".

\+
\+ +

Pour l'instituteur, il y a lieu de se référer au "diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur".

\+
\+ +

Il est superflu de mentionner le diplôme d'institutrice à côté de celui d'instituteur. Cette remarque vaut également pour la rubrique "surveillant".

\+
\+ +

Il résulte des renseignements fournis par le délégué du Gouvernement qu'après la rubrique "chargé de cours de travaux manuels ... ", le grade de "chargé de cours de sténo-dactylographie"a été omis ainsi que les conditions de diplôme, soit : "diplôme de capacité pour l'enseignement de la sténo-dactylographie dans l'enseignement moyen et normal". Il y aura lieu de compléter le tableau sur ce point.

\+

\+ \+

La phrase finale de la note (4) gagnerait à être rédigée comme suit :

"L'arrêté ministériel ou l'ordonnance de nomination doit être motivé".

\+

\+ \+

Le tableau II prévoit dans les grades métropolitains celui de "Professeur de cours généraux dans un athénée". Pour répondre aux intentions du Gouvernement, il y aurait lieu d'ajouter "porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur".

\+

\+ \+

.../...

Le grade "professeur agrégé de l'enseignement secondaire du degré inférieur"n'existe pas; le grade correspondant au diplôme d'agrégé de cette catégorie est celui de "régent".

\+

\+ +

Le mot "institutrice" devrait être omis , comme au tableau I.

\+

\+ +

L'intitulé du tableau III gagnerait à être rédigé comme suit :

"Titres requis pour accéder aux grades de promotion du cadre des écoles officielles".

\+

\+ +

Dans la rubrique : "Régent", le mot "nanti" devrait être remplacé par "porteur".

\+

\+ +

Aux rubriques "Professeur d'apprentissage" et "Maître d'apprentissage principal", il y aurait lieu d'omettre chaque fois les mots : "de la possession".

\+

\+ +

.../...

Dans l'intitulé du tableau IV, les mots "Qualités requises" devraient être remplacés par les mots "Titres requis" et au lieu de "grades d'accession" il serait plus exact de dire "grades de promotion".

\+

\+ +

Le titre officiel de l'inspecteur en chef de l'enseignement secondaire est : "inspecteur en chef de l'enseignement secondaire général".

\+

\+ +

Pour l'inspecteur de l'enseignement technique, il est prévu un diplôme d'ingénieur technicien, d'architecte ou "un diplôme assimilé".

Il y a lieu de se référer, en ce qui concerne cette assimilation, à la remarque faite à propos du tableau I.

Hoofddoel van het ontwerp is de uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 september 1957 houdende statuut van het personeel der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen, krachtens welk artikel "de Minister van Koloniën bepaalt welke diploma's of studiegetuigschriften de kandidaten voor werving in de kaders van de officiële scholen of van de onderwijsinspectie moeten bezitten".

Voor de betrekkingen die bij bevordering worden begeven voegt de Minister bovendien sommige voorwaarden toe aan die welke bepaald zijn in het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika; artikel 130 van evengenoemd statuut geeft hem hiertoe het recht. Ten slotte kent de Minister, op grond van de artikelen 57, 70 en 74 van hetzelfde statuut, aan sommige personeelsleden anciënniteitsbonificaties, vergoedingen voor representatiekosten en vergoedingen voor bijzondere opdrachten toe.

Bij het ontwerp zijn verschillende opmerkingen te maken.

\+

\+ \+

Artikel 1 van het ontwerp heeft betrekking op de diploma's welke de in het kader van de officiële scholen aan te werven kandidaten moeten bezitten en op de praktijk die van hen wordt gevergd. Het zegt niet welke diploma's vereist zijn om in het kader van de onderwijsinspectie te worden aangeworven. Het ontwerp voert artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 september 1957 dus op onvolledige wijze uit, vermits dit

.../...

artikel betrekking heeft én op de werving in het kader van de officiële scholen én op de werving in het kader van de onderwijsinspectie.

Blijkens de tekst van artikel 5 van het ontwerp en de daarbij gevoegde tabel IV, zou de Regering de betrekkingen in het kader van de inspectie alleen bij bevordering wensen te begeven. Is dit werkelijk zo, dan dient artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 september 1957 vooraf te worden gewijzigd.

\+

\+ \+

Artikel 2 en tabel II waarnaar dit artikel verwijst, hebben betrekking op de gelijkwaardigheid tussen de graden in het moederland en de wervingsgraden in het kader der officiële scholen. Aangezien de werving geschiedt op grond van diploma's, moet hieruit worden afgeleid dat die gelijkwaardigheid alleen is bepaald met het oog op de toekenning van de in de tabel bedoelde bonificaties.

\+

\+ \+

Uit ingewonnen inlichtingen blijkt, dat in artikel 2 onder "andere besturen of openbare diensten" worden verstaan provincies en gemeenten. Deze kunnen beter uitdrukkelijk worden vermeld.

\+

\+ \+

.../...

In artikel 3, § 1, moet de Nederlandse tekst van het 2° worden herzien, want hij stemt niet overeen met de Franse versie die, volgens de gemachtigde ambtenaar, de bedoeling van de Regering juist weergeeft.

\+

\+ \+

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen blijkt dat in het eerste lid van § 2, de verwijzing naar 5° van § 1 bij vergissing is weggevallen.

\+

\+ \+

Blijkens de tekst van artikel 5, tweede lid, zouden de graden van het kader der onderwijsinspectie alleen bij bevordering worden begeven.

Wat dit betreft, verwijst de Raad van State naar zijn opmerking bij artikel 1.

\+ \+ \+

De strekking van artikel 10 blijkt niet duidelijk, inzover het bepaalt dat de artikelen 1, 2 en 5 uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1956. Deze artikelen hebben immers betrekking op de vereiste diploma's en op andere wervings- en bevorderingsvoorwaarden.

.../...

Heeft deze bepaling tot doel, door middel van een reglementsvoorschrift onregelmatig genomen individuele beslissingen te regulariseren, in dit geval benoemingen die gedaan zijn in strijd met het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika toen dit statuut nog van toepassing was, dan valt zij buiten de bevoegdheid van de Minister. Dit zou ook het geval zijn als die bepaling de regelmatigheid aantastte van benoemingen die onder de toenmalige reglementering regelmatig waren gedaan.

Volgens de uitslag van de gemachtigde van de Regering, heeft artikel 10 uitsluitend tot doel, personeelsleden, die eerst onder contract waren aangeworven, onder statutaire regelen te benoemen met terugwerking tot de datum van hun indiensttreding bij het bestuur, met als uiterste grens 1 januari 1956.

Als de Regering dat werkelijk op het oog heeft, dan kan zij dit met artikel 10 niet bereiken. Aangezien het statuut geen voorwaarden bepaalt voor overgang van de contractuele naar de statutaire regeling zijn alleen de voorzieningen inzake werving van nieuwe personeelsleden van toepassing, en deze dulden geen benoemingen

.../...

die terugwerken tot vóór de datum van aanwerving.

Als rechtsgrond voor dergelijke benoemingen komt alleen in aanmerking een koninklijk besluit, dat terzake en binnen daarin te stellen grenzen een afwijking van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika mogelijk maakt. Om verdere kritiek over de wettigheid uit te sluiten, moet dat koninklijk besluit dan de door de Minister gestelde voorwaarden zover doen terugwerken als noodzakelijk is om het doel van de Regering te bereiken.

\+

\+ \+

In tabel I, wordt voor bepaalde diploma's verwezen naar een voetnoot die zegt :

"De Minister van Koloniën kan, bij een met redenen omkleed besluit, deze vereisten vervangen door het bezit van een ander universitair diploma dat gaat over een cyclus van ten minste 4 jaren hogere studiën, wanneer de behoeften van de dienst zulks vergen en het diploma dat de kandidaten bezitten betrekking heeft op het uit te oefenen ambt. Vrijstelling van de erkenning kan eveneens in dezelfde voorwaarden worden toegestaan aan de landbouwkundige ingenieurs".

Dit is een normatieve bepaling die in de tekst van het besluit moet voorkomen en niet in een voetnoot op een bij dit besluit gevoegde tabel.

.../...

Bovendien machtigt artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 december 1957 de Minister om een regeling te treffen, maar niet om vrijstelling daarvan te verlenen. Eist het belang van de dienst andere aanwervingsvoorwaarden, dan zijn het de vermeldingen van de tabel, die moeten worden gewijzigd.

\+

\+ \+

Van de leraars en meesters in de vakopleiding eist de tabel nauwkeurig omschreven diploma's, maar voegt er dan aan toe : "of gelijkgestelde".

Volgens een voetnoot op de tabel beslist de Minister van Koloniën in elk afzonderlijk geval over de gelijkstelling.

Ook deze normatieve bepaling dient in de tekst van het besluit te worden opgenomen.

Voorts kan de Minister diploma's alleen dan gelijkstellen, als zij hiervoor uiteraard vatbaar zijn.

\+

\+ \+

Het opschrift van tabel I kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"Titels vereist voor de werving van kandidaten voor betrekkingen in het kader der officiële scholen".

+

+ +

Voor het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs kan de melding "geldig verklaard overeenkomstig de bepalingen van de wettelijke teksten betreffende het toekennen van de academische graden" vervallen. Alleen dient te worden gezegd : "wettelijk diploma van geaggregeerde ...".

+

+ +

Er bestaat geen diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de economische wetenschappen, maar wel een diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen. Dit diploma van geaggregeerde impliceert dat de houder ervan ook in het bezit is van het diploma van licentiaat. Alleen dient dus te worden gezegd : "diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen".

+

+ +

Om dezelfde reden moet alleen worden gezegd : "diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de lichamelijke opvoeding".

+

+ +

.../...

Voor burgerlijke ingenieurs, spreke men van : "wettelijk diploma van burgerlijk ingenieur".

\+

\+ +

In de Franse tekst vervange men onder de rubriek "professeur de musique" het woord "mu ni." door "porteur".

\+

\+ +

Wat de leraar technisch onderwijs betreft, is het duidelijkheidshalve raadzaam aan de termen "van technisch ingenieur", "van technisch ingenieur tropische landbouwkunde" en "van architect" het woord "hetzij" te laten voorafgaan. Bovendien, moeten de woorden "in het bezit zijn van een" vervallen.

\+

\+ +

Ook wat de leraar vakopleiding en de eerste leermeester betreft, dienen de woorden "bezit van een" te worden geschrapt.

\+

\+ +

.../...

Wat de eerste leermeester betreft, moeten beide rubrieken onderb duidelijkheidshalve worden voorafgegaan door het woord "hetzij".

+

+ +

Ten aanzien van de onderwijzer zij verwezen naar het"diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs".

+

+ +

Het is onnodig het diploma van onderwijzeres naast dat van onderwijzer te vermelden. Hetzelfde geldt voor de rubriek "studiemeester".

+

+ +

Uit de door de gemachtigde van de Regering gegeven inlichtingen blijkt, dat na de rubriek "lesgever handenarbeid ...", de graad van "lesgever steno-dactylografie" is uitgevallen; alsook de vereisten inzake diploma, namelijk : "bekwaamheidsdiploma voor het aanleren van de steno-dactylografie in het middelbaar onderwijs en in het normaalonderwijs". De tabel moet worden aangevuld.

+

+ +

.../...

De slotzin van voetnoot (4) kan beter als volgt worden gelezen :

"Het ministerieel besluit of de ordonnantie waarbij de benoeming wordt gedaan, moet gemotiveerd zijn".

\+

\+ \+

Tabel II vermeldt onder de graden in het moederland die van "Leraar algemene vakken in een atheneum". Om de bedoeling van de Regering weer te geven dient hieraan te worden toegevoegd "houder van het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs".

\+

\+ \+

De graad van "geaggregeerd leraar van het secundair onderwijs van de lagere graad" bestaat niet; de graad die met het diploma van geaggregeerde in deze categorie overeenstemt, is die van "regent".

\+

\+ \+

Evenals in tabel I, moet het woord "onderwijzeres" ook hier worden geschrapt.

\+

\+ \+

.../...

Het opschrift van tabel III kan beter worden gelezen als volgt :

"Titels vereist voor de overgang naar de bevorderingsgraden van het kader der officiële scholen".

+

+ +

In de Franse tekst vervange men onder de rubriek "Régent" het woord "nanti" door "porteur".

+

+ +

In de rubrieken "Leraar vakopleiding" en "Eerste leermeester" vervange men telkens de woorden : "waaruit blijken ten minste ... jaren praktijk en het bezit van een getuigschrift van pedagogische bevoegdheid" door de volgende tekst : "waaruit een praktijk van ten minste ... jaren blijkt, en van een getuigschrift van pedagogische bevoegdheid".

+

+ +

Het opschrift van tabel IV kan beter worden gelezen als volgt : "Titels vereist om bij wijze van verordening over te gaan naar de graden van het kader der onderwijsinspectie". De term "toegangsgraad" vervange men door "bevorderingsgraden".

+

+ +

.../...

De officiële benaming voor de "hoofdinspecteur secundair onderwijs" is : "hoofdinspecteur algemeen secundair onderwijs".

\+

\+ \+

Voor de inspecteur technisch onderwijs is het diploma van technisch ingenieur, van architect of een "gelijkgesteld diploma" voorgeschreven.

Wat die gelijkstelling betreft moge worden verwezen naar de opmerking betreffende tabel I.

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE,
A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN,
C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter
raadsheren van State,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.A.VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.A.VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.